

1982, chapitre 103

LOI CONCERNANT LA VILLE DE FERMONT

Projet de loi n° 268

présenté par M. Denis Perron

Première lecture le 30 novembre 1981

Deuxième lecture le 22 juin 1982

Troisième lecture le 22 juin 1982

Sanctionné le 23 juin 1982

Entrée en vigueur: le 23 juin 1982

Loi modifiée: Aucune



CHAPITRE 103

Loi concernant la ville de Fermont

[Sanctionnée le 23 juin 1982]

Préam-
bule.

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la ville de Fermont que ses pouvoirs soient augmentés afin de lui permettre de conserver, garantir et promouvoir les intérêts socio-économiques de la population de cette ville nordique, vu son contexte géo-politique particulier;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Acquisition
d'im-
meubles
pour l'ex-
ploitation
d'un centre
commer-
cial.

1. La ville de Fermont, ci-après appelée «la ville», est autorisée à acquérir et aménager des immeubles pour l'administration, la gestion et l'exploitation du centre commercial et administratif faisant partie intégrante d'un complexe immobilier communément désigné comme Place Daviault et dont la description apparaît en annexe; à ces fins, elle peut, par règlement qui ne requiert que l'approbation du ministre des Affaires municipales et de la Commission municipales du Québec, contracter des emprunts, par billet ou par émission d'obligations, jusqu'à concurrence de 5 000 000 \$.

Contenu
du règle-
ment d'em-
prunt.

Ce règlement doit prévoir, entre autres, une disposition par laquelle la ville approprie au paiement des échéances de l'emprunt en capital et intérêts, le montant qui lui sera versé en vertu du paragraphe *b* de l'article 6, en réduction du prélèvement de la taxe spéciale imposée dans ledit règlement.

Cautionne-
ment.

La ville est également autorisée, sur simple résolution, à se porter caution des emprunts contractés par la corporation créée en vertu de la présente loi, si celle-ci se porte acquéreur du centre commercial et administratif visé au premier alinéa, avec les mêmes approbations et jusqu'à concurrence du même montant.

Constitu-
tion.

2. Une corporation, ci-après appelée «la corporation», est constituée sous le nom de «Place Fermont».

Actionnaire unique. Le seul actionnaire de cette corporation est la ville. Le fonds social autorisé de la corporation est d'une action, dont la valeur nominale est de un dollar.

Pouvoirs de la corporation. **3.** Place Fermont est une corporation au sens du Code civil et a les pouvoirs généraux d'une telle corporation et les pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Acquisition du centre commercial. **4.** La corporation peut acquérir le centre commercial et administratif visé à l'article 1.

Administration. Si la ville se porte acquéreur de ce centre, elle doit en confier l'administration, la gestion et l'exploitation à la corporation.

Objet. Aux fins des premier et deuxième alinéas, la corporation a pour objet d'administrer, de gérer et d'exploiter le centre commercial et administratif.

Services. De plus, la corporation peut fournir des services reliés à son savoir-faire et à l'expérience qu'elle a acquise dans les domaines reliés à ses activités.

Entente avec la corporation. **5.** Dans le cas du premier alinéa de l'article 4, la ville est autorisée à conclure une entente avec la corporation. Cette entente ne peut excéder un terme de quatre-vingt-dix-neuf ans. Une telle entente, si elle comporte une participation de la ville dans les déficits, doit limiter les montants annuels de cette participation au montant annuel n'excédant pas les taxes foncières générales et spéciales imposées sur ce centre; dans ce cas, l'entente doit également prévoir que, s'il y a des profits, la participation de la ville ne doit pas être inférieure à cinquante pour cent de ceux-ci, déduction faite des déficits des années antérieures, s'il y a lieu.

Contenu. **6.** Dans le cas du deuxième alinéa de l'article 4, la ville doit conclure une entente avec la corporation; cette entente doit:

a) être pour un terme n'excédant pas quatre-vingt-dix-neuf ans;

b) prévoir que la corporation devra payer à la ville le montant des échéances en capital et intérêts de l'emprunt contracté pour l'acquisition du centre visé à l'article 1 et tous les coûts inhérents à la propriété de l'immeuble de même que tous les coûts d'administration, de gestion et d'exploitation de ce centre;

c) si elle comporte une participation de la ville dans les déficits, limiter les montants annuels de cette participation au montant annuel n'excédant pas les taxes foncières générales et spéciales imposées sur ce centre.

Cession à
la corpora-
tion.

7. La ville peut, lorsque toutes les sommes requises pour l'acquisition, l'aménagement ou l'amélioration du centre commercial et administratif auront été remboursées en entier, tant en capital qu'en intérêts, céder et transporter la propriété du centre commercial à la corporation créée en vertu de la présente loi pour une considération approuvée par la Commission municipale du Québec et le ministre des Affaires municipales.

Pouvoirs.

8. La corporation peut accomplir tout ce qui est utile à la réalisation de ses fins et notamment:

a) acquérir, louer, posséder, améliorer, entretenir et administrer des immeubles et les aliéner;

b) contracter des emprunts par billets, obligations ou autres titres, aux taux d'intérêt et autres conditions que déterminent la Commission municipale du Québec et le ministre des Affaires municipales;

c) faire des règlements concernant l'exercice de ses pouvoirs, sa régie interne et les fonctions de son personnel;

d) constituer, par règlement, des comités pour examiner des questions qu'elle détermine et, le cas échéant, leur attribuer l'exercice de certains pouvoirs.

Propriété
des biens.

9. Jusqu'à ce qu'ils soient transférés, cédés ou transportés à la corporation, les biens qu'elle administre, gère et exploite appartiennent à la ville.

Responsa-
bilité.

La corporation n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son propre nom.

Siège
social.

10. La corporation a son siège social dans la ville. Le conseil d'administration ne peut tenir ses assemblées ailleurs, à moins que les membres du conseil d'administration n'y consentent à l'unanimité.

Conseil
d'adminis-
tration.

11. Le conseil d'administration de cette corporation est composé de cinq membres nommés par résolution du conseil de la ville. Trois membres du conseil municipal doivent être membres du conseil d'administration; les autres membres qui ne sont pas membres du conseil municipal doivent résider depuis au moins six mois dans la ville.

Indem-
nités.

12. Les membres du conseil d'administration de la corporation ne reçoivent aucun traitement à ce titre; il peuvent être indemnisés, conformément aux règlements adoptés par la corporation, de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées.

Président
et vice-
président.

13. Le président et le vice-président sont élus par le conseil d'administration parmi ses membres.

- Mandat.** La durée du mandat des membres du conseil d'administration de la corporation est de deux ans à compter de la date de leur nomination.
- Conflit d'intérêt.** **14.** Un membre du conseil d'administration qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit cet intérêt et celui de la corporation, doit, sous peine de déchéance de sa charge, le déclarer par écrit au secrétaire et s'abstenir de participer à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a cet intérêt.
- Absence du président.** **15.** En cas d'absence du président, il est remplacé par le vice-président.
- Absence d'un membre.** **16.** Lorsqu'un membre du conseil d'administration de la corporation est absent ou incapable d'agir ou qu'un membre nommé à titre de résident conformément aux dispositions de l'article 11 établit sa résidence dans un endroit situé en dehors des limites du territoire de la ville, le conseil de celle-ci nomme un nouveau membre.
- Quorum.** **17.** Le quorum aux assemblées du conseil d'administration est constitué de trois membres et le président ou, en son absence, le vice-président doit être présent. En cas d'égalité des voix, le président ou, en son absence, le vice-président a un vote prépondérant.
- Entrée en vigueur.** **18.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE

DESCRIPTION DE PLACE FERMONT

Le centre commercial et l'hôtel de Fermont sont situés en bordure de la rue le Carrefour dans le centre-ville de Fermont. Ils sont intégrés à un édifice connu et désigné comme étant l'édifice à géométrie linéaire, appartenant à la Compagnie Minière Québec Cartier.

Ces édifices sont construits sur les lots B-207-1, B-382, B-585 et B-586 du cadastre officiel du canton de Lislois, division d'enregistrement de Saguenay.